



REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU GARD

Réf : ARR/2019/n°610 /6.1

Objet : Ouverture d'un Etablissement Recevant du Public
Magasin BAZARLAND

Monsieur le Maire,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée le 25 Novembre 2018, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2131-1, L. 2212-1 et suivants;

Vu le code de justice administrative et notamment les articles R. 421-1 et suivants;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles Art L.123.1 et suivants et l'art R.123.52 et suivants;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP);

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012103-0003 du 12 avril 2012 portant constitution et fonctionnement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité du GARD;

Vu la demande d'autorisation d'aménager et de modifier un ERP enregistrée sous le n° AT 030003 19Y0002, sollicitée par **Monsieur Yohan FEREZ** en date du **18/03/2019** et complétée le **30/04/2019**;

Vu l'avis favorable avec prescriptions émis par la sous-commission de sécurité en date du **21/06/2019**;

Vu l'avis favorable avec prescriptions émis par la sous-commission d'accessibilité en date du **16/05/2019**;

Considérant que l'ouverture d'un ERP tel que celui-ci, est soumise à autorisation délivrée par le Maire,

XF

ARRETE

Article 1 : ETABLISSEMENT

L'établissement **BAZARLAND**, sis 579 Route de Nîmes, 30220 Aigues-Mortes, classé en 3^{ème} catégorie de type M sous la référence : E00300374-000 est autorisé à ouvrir au public.

Article 2 : PRESCRIPTIONS

Monsieur Yohan FEREZ directeur de l'établissement devra procéder à la levée des observations relevées par les sous-commissions, de préciser qu'elles ne font pas obstacle à l'exploitation de l'établissement dans son intégralité.

Article 3 : OUVERTURE

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 4 : NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant, **Monsieur Yohan FEREZ**, directeur de l'établissement,

Article 4 : RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 : APPLICATION

Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale,

Ainsi que l'exploitant de l'établissement susvisé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Article 6 : AMPLIATION

Le présent arrêté est adressé en ampliation à Monsieur le préfet du Gard.

Fait à Aigues-Mortes, le 13 Août 2019

Notifié à Monsieur Yohan FEREZ
Directeur de l'établissement BAZARLAND à Aigues-Mortes
Le 26/08/2019

Signature :



Le Maire
Pierre MAUMEJEAN



Transmis en Préfecture le : /08 / 2019

Le Maire,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.